

Adaptation

Adaptation aux changements climatiques en Afrique

ATELIER DE DISCUSSION



*S'adapter localement aux changements climatiques mondiaux –
Des expériences issues de l'Afrique rurale*

Le 11 décembre 2007

Bali, Indonésie

Le contexte

Presque partout en Afrique, plus particulièrement en Afrique subsaharienne, les fermiers dépendent de l'agriculture pluviale rendant ainsi leurs pratiques culturelles particulièrement vulnérables à la variabilité du climat, au rythme des saisons et à la configuration des précipitations. L'agriculture assure la subsistance d'environ 70 % de la population et les produits agricoles constituent 40 % de toutes les exportations. Dans certains pays subsahariens, le secteur de l'agriculture peut contribuer à hauteur de 70 % au PIB alors que l'élevage du bétail et les cultures représentent environ la moitié des revenus des ménages. Tout réchauffement climatique, aussi minime soit-il, ne ferait qu'accroître la vulnérabilité du secteur agricole.

Les observations météorologiques consignées pendant la deuxième moitié du XX^e siècle indiquent que la température s'est accrue de 0,26 à 0,50 °C en Afrique, et que, selon les données, cette tendance au réchauffement s'accélérera considérablement à l'avenir. D'après le quatrième Rapport d'évaluation du GIEC (2007), un taux d'émissions allant de moyen à élevé entraînerait une augmentation annuelle de la température moyenne de l'air à la surface de trois à quatre degrés d'ici 2080 (GIEC, 2007).

À l'occasion de la 13^e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la 3^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto, les responsables du programme Adaptation aux changements climatiques en Afrique ont invité à Bali des agriculteurs et divers intervenants de l'Afrique rurale pour faire part de leur expérience et discuter des moyens qu'ils emploient pour s'adapter aux changements climatiques.

Cette demi-journée de discussion a permis d'aborder les problèmes d'adaptation qui menacent le secteur agricole dans différentes régions d'Afrique. Les participants ont mis en évidence les répercussions des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales grâce aux témoignages qu'ont apportés des agriculteurs, des représentants d'organisations agricoles et des chercheurs qui travaillent activement en milieu rural. L'atelier de discussion a donné l'occasion à des personnes directement touchées par les changements climatiques en Afrique de s'exprimer sur les questions suivantes :

- ***les bouleversements climatiques qu'elles ont constatés dans leur milieu et l'incidence de ces derniers sur les moyens de subsistance;***
- ***les mesures prises pour leur permettre de s'adapter, notamment les stratégies qu'elles ont déployées, tout en faisant ressortir leurs forces et leurs faiblesses;***
- ***le soutien des divers ordres de gouvernement dont elles ont besoin afin de mieux s'adapter;***
- ***les résultats qu'elles ont obtenus grâce à la recherche-action et à d'autres formes d'apprentissage mutualisé.***

Résumé des constatations

- La population africaine en milieu rural subit déjà d'importantes répercussions qu'entraînent les changements climatiques obligeant ainsi les collectivités qui dépendent des ressources agricoles à s'adapter en fonction des outils et des solutions à leur disposition.
- Les changements les plus couramment observés, notamment les variations d'intensité, de fréquence et de durée des précipitations, ont eu des conséquences dévastatrices sur le rendement des cultures et les moyens de subsistance des habitants. Dans la région du Cap, en Afrique du Sud, les changements de direction et d'intensité des vents font également sentir leurs effets sur la production fruitière.
- Les transformations du milieu naturel associées aux changements climatiques engendrent voire même accroissent la précarité des conditions socioéconomiques liées aux conflits causés par le déplacement de populations, au chômage dans les secteurs touchant l'agriculture et à l'éclatement familial, par exemple.
- Les mesures d'adaptation auxquelles on a recours comprennent : la migration, la diversification des activités rémunératrices, l'utilisation de méthodes traditionnelles de conservation des ressources en eau et d'amendement des sols, la production de combustibles de rechange utilisés pour la cuisson afin de freiner le déboisement, l'amélioration de l'efficacité des systèmes d'irrigation et l'essai de cultures intercalaires permettant de faire pousser des plantes aux cycles de croissance variés.
- On ne doit pas étudier les changements climatiques isolément. On doit les examiner à la lumière de l'ensemble des transformations qui bouleversent l'Afrique rurale.
- Les moyens d'action locaux, nationaux et régionaux peuvent favoriser l'adaptation des collectivités dans les régions rurales. Mais, pour y arriver, le processus d'élaboration des politiques doit tenir compte des populations les plus touchées. Les consultations à elles seules ne suffisent pas pour formuler des politiques solidaires.
- La recherche permet de prouver le bien-fondé des mécanismes locaux d'adaptation aux changements climatiques et de les renforcer, mais, pour ce faire, elle aussi doit prendre en considération les besoins des populations rurales pour mieux y répondre.

Les conférenciers

Aimé Tovizoukou, agriculteur

Commune d'Adja-Ouèrè, département du Plateau, Bénin

Saïd Kolawole Hounkponou

Initiatives pour un développement intégré durable (IDID – ONG)

Chargé de projet, « Renforcement des capacités d'adaptation des acteurs ruraux béninois face aux changements climatiques »

Daan Louw, professeur agrégé

Département d'économie agricole
University of the Free State, Afrique du Sud
Chargé de projet, « Gestion des risques climatiques pesant sur l'agriculture et les ressources hydriques en Afrique du Sud »

Raymond Koopstad, agriculteur

Président, Koekedouw Emerging Farmers Association (KEFA)
La Vouere, Ceres, province du Cap Ouest, Afrique du Sud

Dao Basiaka, président

Confédération paysanne du Faso, Burkina Faso

Fatima Denton, chef de programme

Programme Adaptation aux changements climatiques en Afrique
Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI,
Dakar, Sénégal

Animateur :

Masse Lo, directeur régional de programme (Afrique francophone), LEAD International

Mot de bienvenue, aperçu et présentations



Fatima Denton, chef du programme Adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA), a souhaité la bienvenue aux participants et a fait un tour d'horizon des objectifs de l'atelier de discussion, qui se voulait une occasion de mettre en évidence des expériences vécues liées aux conséquences des changements climatiques en Afrique. M^{me} Denton a souligné que ces témoignages sont précieux pour le programme qui tente d'aider les chercheurs et les collectivités locales à trouver des solutions durables répondant à des besoins concrets. Elle a ajouté que le

programme ACCA s'intéresse tout autant aux stratégies d'adaptation aux changements climatiques mises en œuvre par les collectivités qu'à la possibilité de faire participer plus activement les populations touchées à l'élaboration de projets de recherche qui répondent davantage à leurs besoins.

À titre d'animateur de l'atelier, Masse Lo a présenté les conférenciers et a précisé que les discussions s'articuleront autour de quatre questions principales auxquelles tentera d'abord de répondre chacun des intervenants de l'Afrique rurale qui ont été invités à faire des présentations, et que, par la suite, les participants pourront émettre des commentaires et poser des questions.

Première question

Quels sont les changements auxquels les agriculteurs et les travailleurs agricoles doivent faire face et quels en sont les effets sur leur famille, sur leur collectivité et sur leurs moyens de subsistance ?

Dan Louw, chercheur à l'University of the Free State, a été le premier à intervenir en brossant un tableau des changements vécus par les agriculteurs de la province du Cap Ouest, en Afrique du Sud. Selon le chercheur, les précipitations se sont déplacées vers le sud, provoquant ainsi l'épuisement des réserves d'eau qui servent à irriguer les cultures fruitières, lesquelles constituent l'activité principale de la région. Par ailleurs, les arbres fruitiers ont subi les agressions répétées des récentes sécheresses, ce qui a eu pour effets de réduire les rendements et de mettre en péril les moyens de subsistance non seulement des agriculteurs, mais aussi de tous les travailleurs agricoles qui transforment et emballent les fruits destinés à l'exportation.

Outre le déplacement et la diminution des précipitations, les changements climatiques ont entraîné l'augmentation de la température et de la force des vents, qui ont contribué eux aussi à endommager les arbres. Le rendement de la production fruitière est tributaire de certaines périodes de refroidissement au cours de l'hiver et du réapprovisionnement des bassins

d'alimentation par les pluies hivernales, bassins qui permettent d'irriguer les terres pendant les périodes sèches. Finalement, les agriculteurs doivent composer avec des précipitations tardives qui sont néfastes lors des récoltes de fruits.

Raymond Koopstad, agriculteur du Cap Ouest et président de la Koekedouw Emerging Farmers Association, a expliqué que les changements climatiques s'ajoutaient aux difficultés considérables que connaissent déjà les « nouveaux agriculteurs » sud-africains, c'est-à-dire ceux qui ont récemment profité de la redistribution des terres. Lors des premières élections libres de l'Afrique du Sud en 1994, 80 % des terres agricoles appartenaient aux Blancs. En 1997, le gouvernement a adopté une politique visant à redistribuer les terres aux groupes défavorisés, issus principalement des communautés noires et métisses.

Cependant, le processus s'avère lent et, une fois en possession de leurs terres, les « nouveaux agriculteurs » se heurtent à de sérieux obstacles et constatent qu'ils ne disposent pas des mêmes ressources ni du même savoir-faire que les producteurs blancs qui dominent le secteur agricole commercial.



Ces nouveaux agriculteurs, qui commencent à peine à acquérir les compétences nécessaires en matière de production agricole et de commercialisation pour pratiquer l'agriculture de subsistance, doivent également composer avec les changements climatiques.

La région a été marquée par les sécheresses qui ont sévi de 2000 à 2003. Comme les autres nouveaux agriculteurs membres de l'association de Koekedouw, M. Koopstad participe à un programme commun d'irrigation qui repose sur les précipitations hivernales.

« Lorsque les pluies sont insuffisantes, le quota d'eau destinée à l'irrigation est tout simplement réduit », a ajouté M. Koopstad.

De plus, les tempêtes de grêle, qui ont été plus fréquentes dans la région, ont endommagé les fruits à chair tendre comme les pêches et les abricots. Une fois récoltés, ils n'ont pu servir qu'à la préparation de jus commerciaux, ce qui n'a pas suffi à couvrir les coûts de production des agriculteurs.

Puisque près de 70 % de la main-d'œuvre locale est tributaire du secteur agricole secondaire, toute la population subit les contrecoups de mauvaises récoltes.

Dao Basiaka, président de la Confédération paysanne du Faso, au Burkina Faso, qui représente les petits exploitants agricoles, a indiqué que la diminution des précipitations dans les dernières années avait entraîné le déplacement de nombreux habitants. Les bergers ont notamment migré du nord vers l'ouest, où les rares pâturages et terres agricoles fertiles encore disponibles sont maintenant une source de conflits. Comme les populations se concentrent maintenant dans ces régions



et se livrent une vive concurrence pour accaparer les rares terres fertiles, des tensions se font jour entre les agriculteurs, les bergers et différents groupes de pasteurs.

Les sécheresses ont nui autant aux exportations agricoles qu'à la production d'aliments destinés aux ménages. Plusieurs semences traditionnelles ne sont pas adaptées aux conditions climatiques actuelles, laissant peu de choix à la population. L'environnement se dégrade et la pauvreté progresse. Les puits se sont taris et les maladies causées par le manque de salubrité et la malnutrition sont plus fréquentes.



Aimé Tovizoukou, agriculteur d'Adja-Ouèrè, une commune du département du Plateau, au Bénin, produit de l'huile de palme, de l'huile rouge (aussi extraite du palmier), ainsi qu'un combustible de rechange à base de tourteau de palmiste. Il cultive également le riz, le manioc, le haricot et l'ananas. Au cours des dix dernières années, les habitants d'Adja-Ouèrè, victimes d'inondations dévastatrices, ont constaté que la répartition, la fréquence et l'intensité des pluies avaient changé radicalement, provoquant ainsi le bouleversement du calendrier traditionnel d'ensemencement. Les agriculteurs qui plantaient auparavant les semis vers la fin du mois de mars doivent attendre souvent jusqu'à trois semaines, voire plus, avant que la pluie n'arrose les terres. Ceux qui tardent à planter leurs semences courent le risque de voir les averses inonder leurs champs et de se retrouver dans l'impossibilité de semer quoi que ce soit. Ces variations saisonnières ont eu des effets dévastateurs sur le rendement des cultures. Toutes ces conditions réunies favorisent l'apparition de tensions au sein des ménages.

Saïd Kolawole Hounkponou, de l'ONG béninoise Initiatives pour un développement intégré durable, a expliqué que, dans le sud du Bénin, deux saisons des pluies et deux saisons sèches rythmaient habituellement le travail de la terre.

« Mais maintenant, a-t-il ajouté, il est impossible de les différencier. »

Ces derniers temps, le régime des précipitations est devenu imprévisible : dans les régions où elles étaient généralement au rendez-vous en mars, les pluies n'ont débuté qu'en mai ou en juin et ont cessé après trois ou quatre semaines, pour se manifester de nouveau un mois plus tard.

Dans le département de Zou, les inondations ont eu des répercussions majeures cette année : la superficie des terres consacrées à la culture du riz a considérablement diminué. Les habitants d'un autre département du Bénin ont perdu leurs récoltes et ont dû recourir à l'aide alimentaire.

Des populations du nord du Bénin ont affronté des situations semblables à celles vécues par des habitants du Burkina Faso, situations mises en évidence par M. Basiaka. En raison de la sécheresse, les bergers se sont vus contraints de migrer et des conflits ont surgi entre les populations qui se disputent les terres.

Certains participants ont parlé des conséquences de ces bouleversements climatiques sur les ménages.

M. Tovizoukou a affirmé que, traditionnellement, dans le département de Couffo, les hommes qui sont chefs de famille laissent leurs femmes s'occuper des terres afin qu'elles puissent contribuer au revenu familial grâce à la vente de produits maraîchers. Mais, dans ces conditions difficiles, les hommes reprennent possession des terres et les femmes sont ainsi laissées pour compte.

M. Basiaka a expliqué que les gains qui provenaient de l'exploitation de ses 40 acres de terres lors des bonnes années lui permettaient habituellement de faire des économies pour assurer sa survie pendant deux ans, couvrir les dépenses scolaires et subvenir aux besoins de sa famille. Comme il n'a pu constituer de réserves en raison des mauvaises récoltes, le modeste pécule amassé a considérablement diminué. Il a ajouté que les agriculteurs doivent diversifier leurs sources de revenus, par exemple en s'adonnant au commerce à petite échelle.

M. Koopstad a précisé que les difficultés engendrées par les faibles récoltes et la baisse de revenus tirés de l'industrie agroalimentaire dans la province du Cap Ouest ajoutent au fardeau des familles. Les cueilleurs et les emballeurs de fruits au chômage doivent alors trouver des emplois en milieu urbain, une situation qui les rend vulnérables et qui les oblige à livrer concurrence aux citadins pour décrocher les rares places disponibles. Les enfants sont alors confiés à d'autres membres de la famille et cessent de fréquenter l'école. Les familles ne se réunissent plus que les fins de semaine.

Daan Louw a ajouté que ce va-et-vient migratoire favorise la propagation du sida. Les travailleurs déracinés vivent souvent dans des conditions dégradantes et doivent composer avec l'escalade de la violence familiale et l'augmentation d'une population vivant dans les bidonvilles insalubres.

Les questions et commentaires

- Un des participants a fait remarquer que les témoignages mettent tous en évidence l'interaction des contraintes qu'imposent les changements climatiques avec le poids que représentent les problèmes socioéconomiques pour les populations rurales; on mentionne par exemple, la pression démographique et la demande accrue d'eau pour approvisionner des villes en expansion et pour irriguer les cultures. Les déterminants socioéconomiques qui accroissent la vulnérabilité aux changements climatiques doivent être pris en compte pour dresser un portrait précis de la situation précaire des populations rurales.
- Un autre participant a soulevé la question de la viabilité des semences génétiquement modifiées que certains milieux incitent à utiliser en Afrique rurale : quelles sont les perspectives offertes par ces innovations technologiques en matière de semences ? Sont-elles utiles aux agriculteurs en milieu rural ? Quelles solutions de rechange viables pourrait-on envisager si les variétés traditionnelles n'arrivaient pas à résister à la variabilité saisonnière ?
- Un autre intervenant a cherché à savoir qui étaient les grands gagnants et perdants des conflits qui sévissent entre les populations.

Deuxième question

Comment les populations rurales s'adaptent-elles ? Quelles sont les forces, les faiblesses et les limites des stratégies d'adaptation en milieu rural ?

Dao Basiaka a décrit quelques méthodes traditionnelles de plantation et de culture employées au Burkina Faso qui se sont avérées efficaces pour lutter contre certains effets des changements climatiques, notamment la sécheresse et la dégradation du sol. Il a présenté une méthode appelée *zai*, qui consiste à creuser des trous et à les remplir de compost produit à l'aide de divers déchets organiques avant d'y planter les semences. Cette façon de faire permet d'améliorer la fertilité du sol, de nourrir les systèmes racinaires, et, du coup, d'accroître leur résistance à la sécheresse, entre autres.

La Confédération paysanne du Faso encourage également les petits exploitants agricoles à diversifier leurs activités et les aide à renforcer leurs capacités dans ce domaine, afin qu'ils puissent bénéficier de sources de revenus supplémentaires.

Aimé Tovizounkou et Saïd Hounkponou ont brossé un tableau des initiatives locales entreprises pour freiner le déboisement qui ne fait qu'aggraver l'état de dégradation du sol. Ainsi, on fabrique du bois de chauffage à base de tourteau de palmiste et d'écales. De plus, les agriculteurs recouvrent le sol de paillis et l'enrichissent à l'aide de résidus végétaux décomposés, des méthodes qui les aident dans une certaine mesure à se prémunir contre les effets de la sécheresse et ceux de l'érosion causée par les pluies abondantes.

Raymond Koopstad a attiré l'attention des participants sur les actions qu'il a entreprises de concert avec d'autres producteurs fruitiers en vue d'équilibrer autant que possible les cultures en alternant les variétés végétales dont les périodes de croissance sont rapides et celles qui nécessitent un processus de maturation plus lent; ils veulent ainsi diversifier les sources de revenus et augmenter les chances d'obtenir quelques bonnes récoltes. De nombreux agriculteurs ont également choisi d'élever des poulets, des moutons ou des bovins. M. Koopstad, par exemple, tire un revenu supplémentaire de l'élevage de chevaux. Les agriculteurs membres de la Koekedouw Emerging Farmers Association travaillent actuellement au remplacement du système d'irrigation par minidiffuseurs; ils souhaitent se doter d'une installation de goutte-à-goutte qui permet la conservation des ressources en eau. Ils épandent également du fumier et ajoutent une couche de paillis au pied de chacun des arbres afin de retenir l'humidité.

Lorsque la sécheresse frappe les vergers, les producteurs essaient parfois d'éviter la perte de leurs arbres en les élaguant lors de la première récolte, un procédé qui leur permet de conserver leur vigueur pendant la sécheresse; on espère ainsi que les arbres résisteront mieux à l'aridité et produiront des fruits lorsque les conditions climatiques s'amélioreront.

« Nous devons anticiper les événements, a ajouté M. Koopstad, et adopter des mesures pour faire face aux menaces. »

Les questions et commentaires

- Un participant a fait le point sur la discussion portant sur les conflits et la migration urbaine et a souligné que les villes devraient s'intéresser davantage aux enjeux posés par les changements climatiques. Elles sont tout aussi vulnérables aux bouleversements du climat et devraient être plus conscientes de leurs répercussions sur les collectivités rurales et les activités agricoles qui assurent leur subsistance.
- Un autre participant a demandé si les stratégies d'adaptation déployées au Burkina Faso et au Bénin pouvaient être appliquées de manière satisfaisante à l'échelle individuelle. Il a fait remarquer que certaines approches adoptées par des agriculteurs, comme la dépendance à l'égard de l'utilisation d'engrais, pouvaient s'avérer dommageables.
- Un troisième participant a demandé pourquoi les discussions portaient essentiellement sur les incidences des changements climatiques et les vulnérabilités plutôt que d'être axées sur des témoignages positifs. À son avis, chaque collectivité expérimente différentes stratégies d'adaptation et trouve une façon originale de faire face aux problèmes. Il a également demandé si les régions dépourvues de production d'huile de palme peuvent compter sur d'autres combustibles de rechange.

Les réponses

- Daan Louw a expliqué que la conservation des ressources en eau est une excellente pratique à tous égards et qu'en plus de retenir l'humidité, le recours au compost et au paillis comporte de nombreux avantages, permettant entre autres d'enrichir le sol et d'accroître le rendement des cultures.
- Dao Basiaka a souligné que les agriculteurs utilisent essentiellement des méthodes traditionnelles pour cultiver leurs champs. Ainsi, ils amendent les sols en pratiquant le *zai* et conservent les ressources en eau en construisant des *bouli*, de petits réservoirs artificiels. Il a également fait ressortir que la dégradation du sol et le déboisement qui résultent de l'activité humaine accentuent les effets des changements climatiques.

« Qui pollue la terre et abat les arbres ? a-t-il demandé. Ce sont les humains ! Si mes terres se dégradent, je dois m'appuyer sur le savoir-faire ancestral pour trouver des solutions. »

Il a ajouté qu'il faudra que les autorités assurent l'application de certaines solutions, application qui ne peut reposer sur les épaules des agriculteurs ou des membres des collectivités.

Troisième question

Comment les dirigeants locaux et les responsables des politiques aident-ils les populations à s'adapter ? Que peuvent-ils faire de plus ?

Selon Dao Basiaka, il y a un écart entre le soutien des politiciens en matière d'adaptation et le processus lui-même qui se déroule sur le terrain. Les gens ne se sentent pas concernés par les mesures gouvernementales adoptées. Les collectivités doivent prendre part autant à l'élaboration des politiques d'adaptation qu'à leur application.

Dans les collectivités, les organismes communautaires jouent un rôle important d'intermédiaire, car ils sont à même de sensibiliser les populations rurales aux questions climatiques et de plaider leur cause auprès des autorités. Ils doivent pouvoir bénéficier du soutien des dirigeants. À vrai dire, les autorités tendent à punir les fautifs plutôt qu'à favoriser l'adoption de bonnes pratiques; par exemple, elles se bornent à imposer des amendes à ceux qui abattent des arbres.

Aimé Tovizoukou a indiqué qu'au Bénin le gouvernement avait, entre autres mesures, aidé les agriculteurs à adopter de nouvelles variétés de semences. Par exemple, le riz NERICA, une variété résistante à la sécheresse conçue en Afrique, donne de meilleurs rendements et semble mieux adapté aux changements des conditions climatiques. Mais à elles seules, ces mesures ne suffisent pas à améliorer la situation.

Saïd Hounkponou a souligné l'importance de tenir compte du cadre dans lequel sont élaborées les politiques. S'agit-il d'un véritable processus participatif, faisant appel aux collectivités locales, ou simplement d'une tâche confiée à des fonctionnaires ou à des consultants ? Par exemple, l'élaboration des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) a permis de créer des postes de coordonnateurs dans les pays les moins avancés afin de faciliter les processus de consultation. Cette initiative a nécessité la participation de nombreux intervenants de différents ministères et de divers milieux. Toutefois, les collectivités rurales n'ont pu en constater les résultats. De plus, ils n'aident pas les ONG à mobiliser les populations, les considérant plutôt comme des intervenants distincts qui conçoivent leurs propres projets.

Par conséquent, les solutions proposées ne correspondent pas aux attentes des collectivités. Qui plus est, les représentants locaux font souvent preuve de passivité et comptent sur l'adoption de mesures décidées en haut lieu.

En revanche, Raymond Koopstad pense que le gouvernement sud-africain a privilégié une démarche consultative très démocratique qui s'avère constructive, bien que très lente; elle vise à populariser de bonnes pratiques culturelles. Ainsi, les fermiers qui souhaitent exporter des fruits doivent s'inscrire comme exploitants agricoles et satisfaire à certaines normes de production. Le gouvernement a également mis en place un programme complet d'appui aux agriculteurs qui comprend de la formation en agriculture et en gestion.

L'association des nouveaux agriculteurs dirigée par M. Koopstad saisit toutes les occasions de participer à l'élaboration de politiques. Puisque les administrations locales ont de nombreuses autres priorités, elles n'ont pu apporter tout le soutien voulu au secteur agricole. Mais les

dirigeants y accordent maintenant une plus grande attention en raison de la sécheresse prolongée et de ses répercussions économiques.

Les questions et commentaires

- Un des participants, manifestement en désaccord avec M. Hounkponou au sujet du processus consultatif du PANA au Bénin, a indiqué que les représentants des ONG y prenaient part, mais qu'il était toutefois impossible de consulter toute la population.
- Un autre a demandé comment les agriculteurs disposés à le faire pourraient contribuer au processus de formulation de politiques régionales et mondiales d'adaptation aux changements climatiques.
- Un troisième, s'adressant à M. Dao, voulait savoir si la Confédération avait participé aux consultations du PANA au Burkina Faso.
- Finalement, certains s'inquiétaient de savoir si on pouvait aborder la question de la décentralisation du processus décisionnel au cours de l'atelier.

Les réponses

- M. Dao a précisé que la Confédération paysanne du Faso avait participé aux consultations du PANA au Burkina Faso à titre d'intermédiaire, mais que les conditions dans lesquelles elles s'étaient déroulées n'avaient pas permis de faire appel aux populations rurales. La Confédération est dotée d'une structure décentralisée, mais ne compte aucun intervenant à Ouagadougou et, faute de temps, on n'avait pu informer les collectivités locales ni recueillir leurs commentaires. Les instances supérieures ont imposé le cadre des consultations.
- En ce qui concerne la participation des agriculteurs aux processus régionaux et mondiaux de formulation de politiques, Daan Louw a laissé entendre que le fait d'inviter les agriculteurs à prendre part à cet atelier de discussion organisé à Bali constituait un pas dans la bonne direction. Il espère que le programme ACCA offrira l'occasion de les consulter de nouveau.
- À propos de la décentralisation du processus décisionnel, Said Hounkponou a réaffirmé qu'au Bénin, chaque collectivité pouvait compter sur un représentant élu. Il a précisé cependant qu'en général, ces élus font preuve de passivité et attendent que les décisions émanent du gouvernement. Il a ajouté que l'organisation dont il fait partie insiste sur le fait que les collectivités doivent aborder de front les problèmes et trouver leurs propres solutions.

Quatrième question

Comment les chercheurs peuvent-ils collaborer avec les collectivités de l'Afrique rurale pour approfondir et mutualiser les connaissances sur les stratégies locales d'adaptation ?

Tout d'abord, Daan Louw a affirmé que les universités accordaient trop d'importance aux questions théoriques et devraient s'intéresser davantage au transfert des connaissances et des technologies au bénéfice des collectivités. De plus, le jargon employé par les chercheurs et les universitaires est incompréhensible aux profanes. Les universitaires doivent mieux connaître les activités agricoles, car les technologies qu'ils mettent au point peuvent s'avérer coûteuses pour les agriculteurs ou tributaires de conditions irréalistes. Les deux parties doivent apprendre l'une de l'autre. M. Louw a constaté que les agriculteurs tiraient avantage des possibilités offertes par

la mise en commun de leurs connaissances lorsqu'ils se regroupaient. De plus, il souhaite que les agriculteurs participent à la conception des projets de recherche et prennent part aux comités directeurs des projets.

Saïd Hounkponou a ajouté que la recherche pouvait prendre différentes formes. Les recherches purement théoriques étaient chose courante il y a 20 ans, mais elles sont plus rares aujourd'hui. De nos jours, on privilégie la recherche sur le terrain.

« Si nous souhaitons vraiment élaborer des stratégies d'adaptation utiles aux collectivités, il faut que la recherche soit fondée sur les besoins des agriculteurs », a-t-il fait savoir.

Dao Basiaka a donné un aperçu des quelques domaines où la recherche scientifique permettrait de combler des lacunes ou de reconnaître le bien-fondé du savoir local, notamment en mettant à l'essai des variétés de semences ou des techniques de plantation. La complexité des questions environnementales exige des solutions scientifiques fondées sur des données probantes. La participation des chercheurs est cruciale, puisqu'ils possèdent des connaissances spécialisées que les membres des collectivités n'ont pas. Comme l'a fait remarquer M. Basiaka, les chercheurs peuvent attirer l'attention des bailleurs de fonds et faciliter l'obtention d'un financement pour trouver des solutions aux problèmes locaux. Il a ajouté que la Confédération voulait s'engager dans un processus de professionnalisation du secteur agricole, mais que, pour ce faire, elle devait compter sur des ressources financières suffisantes.

On doit renforcer les capacités au moyen de la formation afin de concevoir et d'expérimenter des technologies appropriées. Idéalement, il faudrait parvenir à outiller les groupes vulnérables et les fermiers qui pratiquent l'agriculture de subsistance de manière à ce qu'ils puissent commander des études fondées sur leurs besoins.

Les questions et commentaires

- Un participant a fait remarquer qu'au Sénégal, une redevance versée par les producteurs d'arachides permettait de financer les initiatives de développement rural.
- Une participante a indiqué que les limites de la recherche et les méthodes employées ne permettaient pas de reconnaître le bien-fondé des stratégies locales d'adaptation lorsque ces dernières ne s'inscrivent pas dans le cadre méthodologique d'un projet de recherche ou ne correspondent pas aux objectifs qu'il poursuit. Elle a souligné l'importance de favoriser la recherche participative et expérientielle.
- Un autre a signalé la nécessité de renforcer la capacité des pays à investir en éducation supérieure et en formation dans les domaines qui enrichissent les connaissances en matière d'adaptation aux changements climatiques, car il faut rafraîchir les programmes d'études universitaires.

Les réponses

- Dao Basiaka a fait savoir que le Burkina Faso disposait lui aussi d'un système de redevances destinées au développement rural et que la Confédération touchait une partie des revenus provenant de la vente de chaque kilo de maïs.

- M. Basiaka a indiqué qu'il avait récemment assisté à un colloque portant sur la révolution verte, colloque parrainé par la fondation Bill et Melinda Gates qui visait à présenter des innovations biotechnologiques destinées aux agriculteurs africains. Toutefois, il doute de la pertinence de ces solutions à l'échelon local. Il a finalement insisté sur l'importance de la recherche concertée.

« Il faut se rendre compte que les agriculteurs aussi sont des innovateurs ».

Les conclusions

Fatima Denton et Masse Lo ont terminé la séance en formulant les commentaires suivants :

- Les changements climatiques sont bien tangibles et leurs effets se font sentir dans les collectivités qui tirent leur subsistance des activités agricoles et de l'exploitation des ressources naturelles.
- Les collectivités touchées sont littéralement au bord du gouffre et subissent les contrecoups du moindre changement.
- Les transformations du milieu naturel touchent directement les ressources dont dépendent les collectivités défavorisées pour survivre; ces bouleversements entraînent des changements socioéconomiques qui ont de graves répercussions sur les familles; et ce sont ces dernières, qui, bien qu'au bord de l'éclatement, doivent en premier lieu relever le défi de l'adaptation.
- Afin d'aider les agriculteurs à faire face aux difficultés que pose l'adaptation, il faut les préparer à s'occuper de leurs problèmes en les incitant à se percevoir comme des agents de changement.
- De toute évidence, la consultation ne conduit pas à la participation. Les collectivités locales doivent se réapproprier le processus d'élaboration des politiques afin que ces dernières reçoivent le soutien populaire et tiennent compte des besoins des gens.
- Le programme ACCA tente de mieux comprendre les besoins et les stratégies en matière d'adaptation. C'est pourquoi il appuie une initiative qui vise à recueillir un ensemble de témoignages ou de « récits sur l'adaptation », qui permettront de documenter et de mettre en commun les expériences locales dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.